

Parlement canadien. À la chute du gouvernement Macdonald le 5 novembre 1873, il avait hésité à assumer le poste de leader du gouvernement, croyant que son collègue de l'Ontario, le brillant mais peu stable Edward Blake, possédait une plus grande autorité pour occuper ce poste. Mais M. Blake a refusé d'assumer le leadership et M. Mackenzie s'est vu obligé de diriger la nouvelle administration. Ayant à cœur d'éliminer le gaspillage dans les contrats relatifs aux chemins de fer et aux canaux, M. Mackenzie a assumé lui-même l'exigeant portefeuille des Travaux publics en plus de son poste de premier ministre.

Edward Blake a également hésité à entrer dans le nouveau cabinet. Il a fini par accepter un poste de ministre sans portefeuille auquel il a cependant renoncé en février 1874, peu avant le début de la nouvelle session. D'autres éminents libéraux n'étaient guère enthousiastes à l'idée d'être membres du Cabinet. Ainsi, Luther H. Holton, libéral québécois bien en vue et expérimenté, a refusé pour des raisons personnelles de devenir ministre des Finances.

Le chef des libéraux de la Nouvelle-Écosse, le colonel Alfred G. Jones d'Halifax, a refusé lui aussi d'entrer au cabinet. Heureusement, Albert James Smith de Westmorland, ancien premier ministre du Nouveau-Brunswick, accepte le poste de ministre de la Marine et des Pêcheries, mais M. Mackenzie est obligé de se tourner vers des libéraux de moindre calibre, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick pour assurer aux Maritimes une représentation dans son administration.

La force du cabinet reposait au Québec et en Ontario, notamment en Antoine-Aimé Dorion, de Napierville, gouverneur à deux reprises de l'ancienne Province unie du Canada, nommé ministre de la Justice, et en Richard Cartwright de Kingston, ancien partisan de Macdonald, qui se voit confier le portefeuille des Finances. MM. Mackenzie, Cartwright et Dorion étaient les principaux porte-paroles du gouvernement dans le nouveau Parlement. M. Dorion est resté aux côtés de M. Mackenzie pendant la session de 1874, mais a démissionné à contrecœur, le 31 mai 1874, afin de devenir juge en chef du Québec et de renforcer une magistrature faible.

Si le cabinet libéral n'est pas remarquable, le talent ne brille pas non plus sur les bancs de l'opposition conservatrice. M. Macdonald broyait du noir, empêché d'abandonner son poste de chef par la détermination de ses partisans qui tenaient à ce qu'il reste pour rebâtir le parti. Ses interventions dans les débats de 1874 sont éparpillées et habituellement brèves. Sir George-Étienne Cartier, son lieutenant du Québec en qui il avait toute confiance, était mort depuis près d'un an et le successeur de Cartier, Hector-Louis Langevin, avait été défait aux dernières élections générales. Sir Francis Hincks n'était pas membre du nouveau Parlement et l'ancien ministre des Finances de Macdonald, Leonard Tilley, avait abandonné son siège pour devenir lieutenant-gouverneur du Nouveau-Brunswick. John Carling avait été défait à London, l'honorable James McDonald à Pictou, et les frères Gibbs, T.N. et W.H., avaient perdu leur siège en Ontario.

La seule figure familière restée sur les bancs de l'opposition était celle du redoutable Dr. Charles Tupper, premier ministre de la Nouvelle-Écosse jusqu'à la Confédération et toujours député fédéral de Cumberland, qui valait à lui seul toute une armée. En plus d'être le principal porte-parole des conservateurs en matière de budget, M. Tupper s'est exprimé sur presque toutes les questions importantes dont le Parlement a été saisi pendant la session de 1874. Sur les projets révisés du gouvernement à l'égard du chemin de fer du Pacifique, par exemple, MM. Mackenzie et Tupper ont poursuivi un dialogue long et mordant qui a dominé le débat.